

Le sort de la mémoire dans la construction historique de l'identité franco-ontarienne

Michel Bock

Numéro 18, automne 2004

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1005355ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1005355ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bock, M. (2004). Le sort de la mémoire dans la construction historique de l'identité franco-ontarienne. *Francophonies d'Amérique*, (18), 119–126.
<https://doi.org/10.7202/1005355ar>

LE SORT DE LA MÉMOIRE DANS LA CONSTRUCTION HISTORIQUE DE L'IDENTITÉ FRANCO-ONTARIENNE

Michel Bock
Université d'Ottawa

Cet exposé au titre ambitieux vise à dégager brièvement une perspective historique pour encadrer les discussions qui portent sur le thème du colloque, à savoir l'évolution de la problématique identitaire en Ontario français. Dans un texte aussi bref, il ne s'agit pas d'analyser en profondeur une question qui mériterait à elle seule de nombreuses thèses. Il faut espérer, tout au plus, que ces quelques réflexions prudentes alimenteront le débat.

La problématique identitaire se situe résolument au cœur des débats universitaires, intellectuels, voire politiques à travers le monde occidental et ailleurs. Bien qu'elle ne soit pas de conception récente, elle se pose avec une acuité toute particulière depuis le XIX^e siècle. Sans chercher à en expliquer la genèse, affirmons tout simplement que la problématisation contemporaine des questions identitaires est attribuable à de nombreux facteurs dont ont été témoins les XIX^e et XX^e siècles et plus particulièrement les soixante dernières années : importance croissante des mouvements migratoires transnationaux, multiplication fulgurante des moyens de communication et des médias d'information, accélération de l'industrialisation et de l'urbanisation, émergence de la « société de l'information », etc. La conjugaison de ces facteurs a provoqué l'effritement du mode de vie traditionnel des sociétés occidentales – souvent rural et agricole –, de leurs structures traditionnelles et de leurs anciennes solidarités. Comme jamais auparavant, l'altérité, pour reprendre un terme bien à la mode de nos jours, et le relativisme culturel ont fait irruption dans la vie des Occidentaux, dont l'identité et les certitudes de jadis ont été profondément ébranlées. Aujourd'hui, il n'est pas rare d'entendre parler d'identités « plurielles », « fragmentées » et en concurrence (on est en droit de se demander, pour le reste, si ce concept d'une « identité plurielle » n'est pas en soi porteur d'un paradoxe, voire d'une contradiction). Les identités se définissent en fonction de critères multiples tels la culture – y compris la langue –, l'État, l'Église, la classe sociale, le groupe ethnique ou le sexe auquel on appartient, lorsque ce n'est pas en fonction de plusieurs de ces critères à la fois. Dans ce contexte, la cohésion identitaire – pour peu qu'on y accorde encore quelque importance – s'est transformée en un défi de taille, certains adeptes des thèses postmodernes et déconstructionnistes les plus radicales allant jusqu'à proposer qu'elle n'a jamais été qu'une construction dépourvue même de substance historique.

Il est vrai que ces bouleversements ne se sont pas fait sentir partout de la même manière ou avec la même intensité. À vrai dire, ce sont probablement les cultures minoritaires – les « petits peuples », comme on l'aurait dit autrefois avec plus de romantisme – qui en ont été ébranlées le plus profondément. En cette matière, le cas de l'Ontario français est exemplaire. Depuis un siècle, les Canadiens français de l'Ontario – qu'ils se qualifient de Franco-Ontariens, de francophones de l'Ontario ou d'Ontarois – ont vu leur cadre de référence identitaire se redéfinir et se fragmenter au rythme de

leur évolution politique, socio-économique et démographique. Serait-il trop fort d'affirmer que ce phénomène a fait une victime ou, à tout le moins, une estropiée, soit la mémoire comme fondement du discours identitaire franco-ontarien.

Le *xx^e* siècle a été le théâtre d'une mutation intellectuelle significative en Ontario français. L'unité relative qui avait caractérisé les traditionnels porteurs de l'identité franco-ontarienne a été fragmentée à la suite de l'apparition de nouveaux « définisseurs de situation », pour emprunter au jargon des sociologues, dans l'arène publique. Ces remises en question se sont souvent effectuées au nom d'un idéal démocratique rejetant dans une certaine mesure la référence au passé comme instrument de mobilisation. D'ailleurs, la cohabitation entre les nouveaux et les anciens intervenants dans la définition de l'identité des Franco-Ontariens ne s'est pas toujours faite sans heurt. Il est tentant d'établir une corrélation entre ce phénomène de la fragmentation identitaire et la crise de confiance que traverse actuellement le leadership de la communauté franco-ontarienne. Les déboires fortement médiatisés que connaît ces jours-ci l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO), son principal porte-parole, sont sans doute partiellement attribuables à la difficulté qu'éprouve l'Association depuis quelques années à formuler un projet de développement synthétique susceptible de donner un sens aux intérêts spécifiques et de plus en plus nombreux qui caractérisent une partie de l'Ontario français. Le rapport du Groupe-conseil baastel sur le positionnement stratégique de l'ACFO, présenté en janvier 2004, fait d'ailleurs grand cas des relations parfois tendues qu'entretient l'Association avec les autres membres du milieu associatif franco-ontarien¹. Un coup d'œil rapide sur l'évolution historique de la problématique identitaire franco-ontarienne au *xx^e* siècle permettra peut-être de trouver à ce phénomène quelques éléments d'interprétation.

L'identité franco-ontarienne dans son cadre canadien-français

On dit souvent que c'est au début du *xx^e* siècle et plus précisément durant la crise du Règlement XVII, de 1912 à 1927, que sont « nés », en quelque sorte, les Franco-Ontariens. René Dionne affirme que le conflit scolaire et le grand congrès de 1910, au cours duquel a été fondée l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario (ACFEO), l'ancêtre de l'ACFO actuelle, ont permis aux Franco-Ontariens « d'affirmer avec force leur identité collective » (1995 : 357). Selon Yolande Grisé, l'apparition du vocable « Franco-Ontarien » durant la crise scolaire traduisait la « rupture psychologique » entre les Canadiens français de l'Ontario et ceux du Québec. Face à l'antagonisme de l'État ontarien, qui voyait en l'école un outil privilégié d'assimilation à la majorité anglo-saxonne, les Franco-Ontariens auraient compris que leur sort allait différer de celui que le destin réservait à leurs compatriotes du Québec (1982).

Que les Canadiens français de l'Ontario aient pris conscience de la précarité de leur situation au début du siècle, que le terme « Franco-Ontarien » soit apparu à cette époque pour inscrire dans le discours l'esprit de cohésion qui s'était répandu en plusieurs de leurs milieux, cela paraît difficilement contestable. On doit cependant s'interroger sur l'idée voulant que la crise scolaire ait engendré une rupture entre les Canadiens français du Québec et de l'Ontario dès le début du siècle. D'après Pierre Savard, au contraire, le Règlement XVII aurait provoqué un rapprochement « spectaculaire » entre les uns et les autres (1993 : 234).

En réalité, cet épisode, qui prit parfois les allures d'une lutte épique, ne concerne pas que les seuls Franco-Ontariens : il appartient, au contraire, à la grande histoire du Canada français². Ainsi, le Québec ne s'est pas tenu à l'écart du conflit scolaire, loin

s'en faut. Les intervenants qui ont pris la défense des Franco-Ontariens étaient nombreux et provenaient des milieux à la fois cléricaux, intellectuels et politiques. Pensons surtout au cardinal Bégin de Québec, à l'archevêque Bruchési de Montréal, aux premiers ministres québécois Gouin et Taschereau et aux journalistes Olivar Asselin, Omer Héroux et Henri Bourassa. Sans compter le prêtre et historien Lionel Groulx, le principal maître à penser du mouvement nationaliste canadien-français à partir des années 1920, que plusieurs historiens présentent pourtant comme l'auteur d'une idéologie séparatiste, limitée aux frontières québécoises et excluant, par le fait même, les minorités françaises des autres provinces³.

Les liens qui se sont tissés entre les milieux nationalistes du Québec et de l'Ontario français découlaient d'une conception organique de la nation canadienne-française qui valorisait par-dessus tout la « Tradition » comme facteur d'inclusion ou d'exclusion, par-dessus même toute considération géographique ou politique. Les idéologues nationalistes de la première moitié du XX^e siècle concevaient la nation canadienne-française comme une communauté de langue, de culture, d'histoire et de foi. La nation était donc antérieure à l'État et existait à l'extérieur de tout cadre territorial précis. Les nationalistes la rendaient analogue à un « organisme » dont l'existence se déployait dans l'espace, mais aussi dans le temps : née à l'époque de la Nouvelle-France, qui avait recouvert pour un temps la majeure partie du continent nord-américain, elle s'acheminait, d'après eux, vers l'accomplissement de son destin temporel (Bock, 2004 ; Boily, 2003).

Car ce nationalisme organiciste avait un corollaire, celui de la création des nations par la Providence. Cette idée, introduite au Canada français dès le XIX^e siècle, a été développée, au début du XX^e siècle, par des penseurs comme, entre autres, le théologien Louis-Adolphe Pâquet, Henri Bourassa et Lionel Groulx⁴. Selon eux, les Canadiens français avaient hérité d'une mission apostolique, celle de propager, en Amérique, la civilisation française et catholique. C'était ce messianisme qui faisait des Canadiens français un peuple de « fondateurs » et qui justifiait l'établissement partout au pays de communautés françaises minoritaires, perçues dès lors comme le prolongement ou les « vestiges », en quelque sorte, de l'Empire français d'Amérique. Ce nationalisme organiciste et messianique paraîtra archaïque aux modernes ou aux postmodernes que nous sommes devenus. Concrètement, il impliquait cependant deux principes fort importants aux yeux des nationalistes canadiens-français de la première moitié du XX^e siècle :

1. le Québec, en tant que foyer de la nation canadienne-française, avait la responsabilité morale de prêter main-forte aux minorités françaises, les différents membres d'un même « organisme » ou « corps » devant interagir harmonieusement les uns avec les autres ;
2. toute violation des droits scolaires et religieux des minorités était un affront au principe des peuples fondateurs et, pire encore, aux desseins de la Providence.

On devine que ce raisonnement s'est transformé en un argument puissant pour revendiquer le maintien et la multiplication des droits scolaires, linguistiques et culturels des minorités françaises partout au pays, voire en Amérique. Les Franco-Ontariens et leurs alliés du Québec en usèrent largement, d'ailleurs, durant la crise du Règlement XVII. Cette forme de nationalisme empruntait, pour le reste, à plusieurs courants idéologiques. Du romantisme politique européen, elle reprenait l'idée que la

nation n'était pas le résultat d'un « contrat social », c'est-à-dire une construction politique artificielle, mais qu'elle était plutôt une réalité organique forgée par les siècles ; de la tradition contre-révolutionnaire française et canadienne-française, elle retenait la thèse de l'ordre providentiel des choses, l'idée que l'autorité ultime, quel que fût le régime politique en place, était d'origine divine ; et de l'ultramontanisme, elle maintenait le rôle accordé au clergé comme guide spirituel et social de la nation.

Il s'agissait donc d'une idéologie profondément conservatrice ou, pour emprunter à Pierre Trépanier, une « doctrine du traditionalisme » (1999 : 223 ; 2002). En Ontario français, comme ailleurs au Canada français, elle a été diffusée par un système de socialisation dont les deux principales composantes ont longtemps été la paroisse et l'école. Dans ce réseau d'institutions sociales, qui a aussi englobé les secteurs de la santé et des œuvres caritatives, de même que les mouvements d'Action catholique, le clergé a occupé, comme chacun le sait, une fonction cruciale d'encadrement⁵. Il s'agit là d'un phénomène dont les origines historiques remontent au « réveil religieux » des années 1840, au lendemain de l'échec des Rébellions du Bas-Canada, alors que les autorités britanniques permirent au clergé catholique canadien-français de multiplier ses effectifs de façon substantielle après huit décennies de restrictions (voir Voisine, 1989, 1991 ; Hardy, 1994 ; Rousseau, 1995 ; Rousseau et Remiggy, 1992). Mais en Ontario, par ailleurs, les responsabilités considérables qui ont incombé au clergé en matière d'éducation ont été longtemps imputables au refus du gouvernement provincial de mettre sur pied un système scolaire de langue française du niveau primaire au niveau universitaire. Bien entendu, il serait imprudent de réduire au traditionalisme nationaliste l'ensemble des débats d'idées qui ont eu cours en Ontario français durant la première moitié du XX^e siècle – les contraintes de ce texte m'empêchent de faire toutes les nuances qui s'imposent. Mais on aurait tort également de limiter la portée de cette idéologie, d'autant plus qu'une partie, du moins, du leadership franco-ontarien et canadien-français durant cette période a transité par les institutions cléricales, et en particulier par les collèges classiques jusqu'à leur disparition vers la fin des années 1960. Ce discours sur la valorisation du passé et de la tradition a fourni à de nombreuses générations des moyens d'action que l'Ontario français d'aujourd'hui éprouve beaucoup de mal à remplacer.

L'identité franco-ontarienne à l'heure des ruptures

Cette conception de l'identité franco-ontarienne ferait l'objet d'une profonde remise en question au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dans la foulée des transformations politiques, économiques et culturelles des années 1940 aux années 1960, transformations telles que l'accélération de l'industrialisation et de l'urbanisation, l'augmentation spectaculaire du taux de natalité (le *baby boom*), la reprise à peine moins spectaculaire de l'immigration, un interventionnisme étatique de plus en plus grand en matière sociale et économique, de même que l'apparition d'innovations technologiques nombreuses, dont la moindre n'aura certainement pas été la télévision⁶.

Ces bouleversements ont laissé une empreinte profonde dans la société canadienne-française. L'accélération du processus d'urbanisation et la hausse du taux de natalité, bien courte dans le temps mais supérieure à la croissance des effectifs cléricaux, ont donné lieu à un certain relâchement des structures religieuses et cléricales. Les institutions dans lesquelles le clergé avait occupé une place prépondérante, comme les écoles et les hôpitaux, ont dû recourir de plus en plus fréquemment au laïc pour assurer leur fonctionnement. En même temps, on a assisté à l'émergence de

mouvements de contestation au Québec qui critiquaient ce qu'ils considéraient comme l'immobilisme et l'archaïsme du « clérico-nationalisme » canadien-français traditionnel. Ceux-ci se divisèrent en plusieurs camps, dont deux se sont davantage imposés. Le mouvement « néolibéral », hostile à toute forme de nationalisme, gravitait surtout autour de la revue *Cité libre*, fondée en 1950 par Pierre Elliott Trudeau et Gérard Pelletier. Le mouvement « néonationaliste », qui croyait plutôt en la nécessité de moderniser le nationalisme canadien-français traditionnel, investit des organes comme *L'Action nationale* et *Le Devoir* et eut comme principaux animateurs trois historiens de l'Université de Montréal, Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, triumvirat qu'on baptisa l'« École historique de Montréal » (voir Lamarre, 1993 ; Behiels, 1985).

Comment réconcilier le Canada français avec les nouvelles réalités urbaines, industrielles et culturelles, avec l'affirmation croissante des droits individuels avec, en un mot, la modernité ? Voilà la question qui se posait sur les lèvres de ces jeunes intellectuels réformateurs. D'un côté, il y avait, d'après eux, les forces du progrès, tournées vers l'avenir. De l'autre, il y avait les traditionalistes qui, à leur avis, rejetaient la modernité et vouaient les Canadiens français à une existence médiocre, composée de « mythes consolateurs » et en marge des autres sociétés occidentales. Le discours des traditionalistes, tourné vers le passé, était devenu périmé, croyait-on de plus en plus, dans le contexte de l'après-guerre. Au premier rang des mythes que ces intellectuels dénonçaient vertement, on trouvait la thèse de la création providentielle des nations, que les nationalistes traditionalistes avaient longtemps invoquée pour expliquer la dispersion des Canadiens français et responsabiliser le Québec envers les minorités. L'heure du Canada français semblait avoir sonné.

La suite de cette histoire est connue. Des historiens et des sociologues comme Gaétan Gervais (2003), Marcel Martel (1997), Yves Frenette (1998), Roger Bernard (1988), Danielle Juteau et Jean Lapointe (1979) l'ont bien étudiée. Dans le contexte politique et économique de l'après-guerre, le mouvement néonationaliste ferait du rattrapage politique et économique son mot d'ordre : l'État québécois en serait l'outil privilégié dès le déclenchement de la Révolution tranquille en 1960. À la longue, le cadre de définition identitaire des Canadiens français du Québec, devenus des « Québécois », serait territorialisé. La rupture avec les minorités qui s'en est suivie ne ferait plus aucun doute au lendemain des États généraux du Canada français de 1966, 1967 et 1969. À cette rupture politique et identitaire s'ajouterait une rupture structurelle : une bonne partie du réseau institutionnel canadien-français serait démantelée, l'Église abandonnant à l'État provincial, tant au Québec qu'en Ontario, le champ des responsabilités sociales qu'elle avait longtemps occupé, notamment en matière d'éducation, en même temps que l'État fédéral se porterait volontaire, dans sa lutte contre l'indépendantisme québécois, pour financer les institutions culturelles des minorités françaises par l'intermédiaire de ses nouvelles politiques linguistiques.

L'identité canadienne-française était chose du passé, en Ontario comme au Québec. La généralisation rapide du terme « francophone » pour identifier les Canadiens français de l'Ontario en témoigne de façon éloquente. En réduisant l'identité des Franco-Ontariens à sa seule dimension linguistique, on rejetait un argument longtemps invoqué pour justifier l'existence des Franco-Ontariens, soit l'appartenance ancestrale de leur province à l'Empire français d'Amérique. Autrement dit, on a longtemps cru que les Franco-Ontariens n'étaient pas une minorité « comme les autres », en raison de leur histoire. La référence au passé était devenue d'autant plus problématique pour les Franco-Ontariens que l'histoire du Canada français était en voie de « québécoisation »

par les nouveaux praticiens de la discipline (Rudin, 1997) et ne semblait plus leur appartenir ou leur correspondre.

Avec la diversification ethnoculturelle de la communauté franco-ontarienne durant les décennies subséquentes, on comprend bien le défi, commun à toutes les sociétés occidentales, que pose le maintien de la mémoire comme élément de définition identitaire. D'ailleurs, la difficulté qu'on éprouve en certains milieux à assumer le passé canadien-français de l'Ontario français est évoquée très clairement dans le rapport du Groupe-conseil baastel sur le positionnement stratégique de l'ACFO :

[L]a dénomination actuelle de l'organisme provincial des Francophones [sic] de l'Ontario [l'ACFO] ne semble plus inspirer le même sentiment d'appartenance que par le passé. Aujourd'hui, l'utilisation du vocable « canadien-français » sonne plus comme un archaïsme que comme une appellation rassembleuse. Chez les jeunes, entre autres, on s'identifie d'abord comme des « Francophones » ou, à la limite, comme des « Franco-Ontariens » (p. 16).

Et les auteurs de proposer que l'ACFO soit rebaptisée l'« Assemblée des francophones de l'Ontario ».

En conclusion de cet exposé très général, on peut soulever deux ou trois interrogations, qui n'en font qu'une seule, en réalité. La première concerne la question du sens commun dans la construction identitaire. Dans le monde occidental, le contexte intellectuel actuel fait une large place à la fragmentation et à l'atomisation des intérêts. L'idée qu'on puisse apporter un sens commun à une expérience collective est parfois accueillie avec scepticisme et méfiance. S'il est vrai qu'il est important pour l'être humain de se savoir situé dans un contexte historique, c'est-à-dire dans l'espace et dans le temps, est-il possible pour les Franco-Ontariens d'apporter à leur expérience collective un sens qui ne se soit pas réduit à une simple entreprise linguistique et qui puisse également englober la dimension historique ? Cela n'est-il pas d'autant plus nécessaire que sur le plan de l'action et des revendications, en éliminant la dimension historique de la présence française en Ontario, on doit se rabattre sur un argument démographique qui n'est peut-être pas toujours d'un très grand secours.

Le défi demeure entier : comment éviter que l'ouverture à l'altérité et à la diversité, objectif tout à fait louable et nécessaire, ne conduise à l'amnésie identitaire ? Bien entendu, personne n'accepterait un retour au traditionalisme canadien-français de la première moitié du XX^e siècle. Il ne s'agit pas, autrement dit, de faire manger de la tourtière aux immigrants. Redonner à la mémoire collective une place dans la définition identitaire des Franco-Ontariens n'entraînerait pas une survalorisation de la culture quotidienne, primaire, « anthropologique » d'antan, mais plutôt d'une culture secondaire, d'une tradition intellectuelle capable de donner un sens à l'action, sens dont la communauté franco-ontarienne actuelle semble en panne.

En 1934, l'ACFEO adoptait une devise qui correspondait bien au devoir de mémoire qu'elle s'était donné : « Garde le dépôt ». En 1972, l'Association, devenue l'ACFO, en adoptait une autre : « Nous sommes, nous serons ». L'identité franco-ontarienne se conjuguerait dorénavant au présent et au futur, mais plus au passé. Que sommes-nous et que deviendrons-nous sans comprendre ce que nous avons été ? La question est ancienne, mais est peut-être plus d'actualité que jamais.

NOTES

1. *Plan de positionnement stratégique pour l'ACFO provinciale*, rapport présenté par le Groupe-conseil baastel ltée à l'Association canadienne-française de l'Ontario, janvier 2004, 30 p. Disponible sur le site Web de l'ACFO : www.acfo.ca.
2. Sur la crise du Règlement XVII, voir Gervais, 1996 ; Choquette, 1977 ; Simon, 1983 ; Welch, 1993.
3. Sur les débats entourant cette question, voir, notamment, Wade, 1963 ; Oliver, 1956 ; Gaboury, 1970 ; Frégault, 1978 ; Giguère, 1978 ; Senese, 1979 ; Trofimenkoff, 1975 ; Dupuis, 1992 ; Badour, 1967 ; Smith, 1973. Sur la place des minorités françaises dans l'œuvre et la pensée de Lionel Groulx, voir Bock, 2004.
4. Voir, par exemple Bélanger, 1985 ; Pâquet, 2003 ; Bourassa, 1910 ; Bock, 2004.
5. Sur les mouvements d'Action catholique consacrés à la jeunesse, voir la récente étude de Bienvenue, 2003.
6. Il suffit de consulter quelques-unes des nombreuses synthèses qui existent en histoire canadienne contemporaine pour se faire une idée juste de l'ampleur de ces bouleversements, voir Couturier, Johnston et Ouellette, s.d. ; Bothwell. Dummond et English, 1989 ; Finkel, 1997 ; Cardin, Couture et Allaire, 1996 ; Durocher, Linteau et Robert, 1989a et b.

BIBLIOGRAPHIE

- BADOUR, Mireille, *Le nationalisme de L'Action nationale*. Mémoire de maîtrise en science politique, Université McGill, 1967.
- BÉLANGER, Réal, « Le nationalisme ultramontain : le cas de Jules-Paul Tardivel », dans Nive Voisine et Jean Hamelin (dir.), *Les ultramontains canadiens-français. Études d'histoire religieuse présentées en hommage au professeur Philippe Sylvain*, Montréal, Éditions du Boréal, 1985, p. 267-303. Notes p. 342-347.
- BEHIELS, Michael D., *Prelude to Quebec's Quiet Revolution. Liberalism Versus Neo-Nationalism, 1945-1960*, Kingston, McGill-Queen's University Press, 1985.
- BERNARD, Roger, *De Québécois à Ontariens*, Ottawa, Le Nordir, 1988.
- BIENVENUE, Louise, *Quand la jeunesse entre en scène. L'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003.
- BOCK, Michel, *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*, Montréal, Éditions Hurtubise HMH, 2004.
- BOILY, Frédéric, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2003.
- BOTHWELL, Robert, Ian DUMMOND et John ENGLISH, *Canada Since 1945: Power Politics and Provincialism*, Toronto, University of Toronto Press, 1989.
- BOURASSA, Henri, *Religion, langue, nationalité : discours prononcé à la séance de clôture du XXXI^e Congrès eucharistique à Montréal, le 10 septembre 1910*, Montréal, Le Devoir, 1910.
- CARDIN, Jean-François, Claude COUTURE et Gratien ALLAIRE, *Histoire du Canada. Espace et différences*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1996.
- CHOQUETTE, Robert, *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1977.
- COUTURIER, Jacques-Paul, Wendy JOHNSTON et Réjean OUELLETTE, *Un passé composé. Le Canada de 1850 à nos jours*, Moncton, Éditions d'Acadie, s.d.
- DIONNE, René, « 1910. Une première prise de parole collective en Ontario français », dans *Cahiers Charlevoix 1. Études franco-ontariennes*, Sudbury, Société Charlevoix et Éditions Prise de parole, 1995, p. 15-124.
- DUPUIS, Jean-Claude, *Nationalisme et catholicisme. L'Action française de Montréal (1917-1928)*. Mémoire de maîtrise en histoire, Montréal, Université de Montréal, 1992.
- DUROCHER, René, Paul-André LINTEAU et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Éditions du Boréal, t. I, 1989a.
- DUROCHER, René, Paul-André LINTEAU et Jean-Claude ROBERT, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, Montréal, Éditions du Boréal, t. II, 1989b.
- FINKEL, Alvin, *Our Lives. Canada after 1945*, Toronto, Lorimer, 1997.

- FRÉGAULT, Guy, *Lionel Groulx tel qu'en lui-même*, Montréal, Léméac, 1978.
- FRENETTE, Yves, *Brève histoire des Canadiens français*, Montréal, Éditions du Boréal, 1998.
- GABOURY, Jean-Pierre, *Le nationalisme de Lionel Groulx. Aspects idéologiques*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1970.
- GERVAIS, Gaétan, « Le Règlement XVII (1912-1927) », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 18, 1996, p. 123-192.
- GERVAIS, Gaétan, *Des gens de résolution. Le passage du Canada français à l'Ontario français*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2003.
- GIGUÈRE, Georges-Émile, *Lionel Groulx. Biographie. « Notre État français, nous l'aurons !... »*, Montréal, Bellarmin, 1978.
- GRISÉ, Yolande, « Ontarois : une prise de parole », *Revue du Nouvel-Ontario*, n° 4, 1982, p. 81-88.
- HARDY, René, « À propos du réveil religieux dans le Québec du XIX^e siècle : le recours aux tribunaux dans les rapports entre le clergé et les fidèles », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 48, n° 2, 1994, p. 187-212.
- JUTEAU-LEE, Danielle, et Jean LAPOINTE, « The Emergence of Franco-Ontarians: New Identity, New Boundaries », dans Jean L. Elliot (dir.), *Two Nations, Many Cultures. Ethnic Groups in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1979, p. 99-113.
- LAMARRE, Jean, *Le devenir de la nation québécoise selon Maurice Séguin, Guy Frégault et Michel Brunet, 1944-1969*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1993.
- MARTEL, Marcel, *Le deuil d'un pays imaginé. Rêves, luttes et déroute du Canada français. Les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1997.
- OLIVER, Michael, *The Social and Political Ideas of French Canadian Nationalists, 1920-1945*. Thèse de doctorat en histoire, Montréal, Université McGill, 1956.
- PÂQUET, Louis-Adolphe, « La vocation de la race française en Amérique », édition commentée par Dominique Foisy-Geoffroy, *Mens. Revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française*, vol. 3, n° 1, 2003, p. 61-95.
- ROUSSEAU, Louis, « À propos du "réveil religieux" dans le Québec du XIX^e siècle : où se loge le vrai débat ? », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 49, n° 2, 1995, p. 223-245.
- ROUSSEAU, Louis, et Frank W. REMIGGI, « Le renouveau religieux montréalais au XIX^e siècle : une analyse spatio-temporelle de la pratique pascale », *Studies in Religion/Sciences religieuses*, vol. 21, n° 4, 1992, p. 431-454.
- RUDIN, Ronald, *Making History in Twentieth Century Québec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997.
- SAVARD, Pierre, « Relations avec le Québec », dans Cornelius J. Jaenen (dir.), *Les Franco-Ontariens*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1993, p. 231-263.
- SENESE, Phyllis M., « Catholique d'abord ! : Catholicism and Nationalism in the thought of Lionel Groulx », *Canadian Historical Review*, vol. 60, n° 2, 1979, p. 154-177.
- SIMON, Victor, *Le Règlement XVII : sa mise en vigueur à travers l'Ontario, 1912-1927*, Sudbury, Société historique du Nouvel-Ontario, Documents historiques n° 78, 1983.
- SMITH, Donald, « L'Action française, 1917-1921 », dans Fernand Dumont, Jean-Paul Montminy et Jean Hamelin (dir.), *Idéologies au Canada français. 1900-1929*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1973, p. 345-367.
- TRÉPANIÉ, Pierre, « Le maurrassisme au Canada français », *Les Cahiers des Dix*, n° 53, 1999, p. 167-233.
- TRÉPANIÉ, Pierre, *Qu'est-ce que le traditionalisme ? Causerie-débat tenue à Montréal, le samedi 8 juin 2002*, s.l., Club du 3 juillet, [2002].
- TROFIMENKOFF, Susan Mann, *Action Française. French Canadian Nationalism in the Twenties*, Toronto, University of Toronto Press, 1975.
- VOISINE, Nive (dir.), *Histoire du catholicisme québécois, volume 2 : Les XVIII^e et XIX^e siècles*. (tome 1 : *Les années difficiles (1760-1839)*, de Lucien Lemieux ; tome 2 : *Réveil et consolidation (1840-1898)* ?), de Philippe Sylvain, Montréal, Éditions du Boréal, 1989, 1991.
- WADE, Mason, *Les Canadiens français de 1760 à nos jours. Tome II (1911-1963)*, trad. Adrien Venne, Montréal, Le Cercle du Livre de France, 1963. L'édition originale anglaise de cette étude date de 1955.
- WELCH, David, « Early Franco-Ontarian Schooling as a Reflection and Creator of Community Identity », *Ontario History*, vol. 85, n° 4, décembre 1993, p. 321-347.